

Daniel Bensaïd

Nicaragua

De quelques enseignements de la révolution sandiniste

Cet article a été publié dans la revue brésilienne Perspectiva International (n° 2, de mai-juin 1982). Il a ensuite été repris en grande partie dans Inprecor en juillet 1983.

L'expérience de la révolution nicaraguayenne est celle d'une combinaison particulière entre une lutte contre la dictature et la lutte contre l'impérialisme. Depuis le retrait des troupes américaines du Nicaragua en 1933, la dictature somoziste est demeurée étroitement liée à l'impérialisme. La Garde nationale, formée au début des années trente par les conseillers américains pour assurer le maintien de l'ordre régnant après leur retrait, était l'incarnation brutale de ce lien.

C'est dans ce cadre structurel que s'inscrivent les transformations profondes de la société nicaraguayenne au cours des vingt dernières années.

La formation du Marché commun centraméricain, au début des années soixante, a permis l'essor relatif des activités industrielles. Le taux d'industrialisation du pays est passé de 13 % en 1950, à 19 % en 1970. Cette évolution prolongeait une expansion brutale, à partir de 1950, de la production de coton (de 3 000 tonnes en 1950 à 125 000 tonnes en 1965) et

1/ Voir à ce sujet les articles d'Oscar René Vargas publiés dans la revue mexicaine *Coyoacan* : « Nicaragua : économie et révolution » (*Coyoacan* n° 11 et *Coyoacan* n° 12).

2/ Le dirigeant sandiniste Bayardo Arce parle aujourd'hui du « groupe sandiniste connu comme les 12 » (« Nicaragua : révolution », in *Cuba Socialista* n° 1).

d'autres produits agricoles d'exportation tels que le café, le sucre, la banane ou le tabac.

Il en est résulté un élargissement sensible du marché intérieur et un développement du prolétariat agricole et urbain. À la veille de la révolution sandiniste, la population urbaine représentait plus de la moitié de la population totale. Le prolétariat agricole constituait 40 % de la population active et la classe ouvrière 10 %, soit environ 75 000 personnes sur une population économiquement active d'environ 700 000 en 1978.

Il en est également résulté une différenciation dans les rangs de la bourgeoisie, entre l'oligarchie liée à Somoza et les secteurs bénéficiaires de l'expansion des années soixante.

À partir de 1967, le Nicaragua est entré dans une longue phase dépressive, pendant laquelle les rythmes de croissance furent inférieurs à ceux de la période 1948-1966. Il y eut cependant un mini-boom conjoncturel après le tremblement de terre de 1972. Pendant les deux années suivantes, les investissements ont connu une brusque croissance due aux prêts et à l'aide. Mais le programme de reconstruction a surtout alimenté la spéculation, en particulier sur les terrains. De sorte que, malgré la reprise éphémère de 1974, il y eut, entre 1969 et 1974, 292 fermetures d'entreprises, soit plus du tiers des entreprises existant au Nicaragua ^{1/}.

La victoire des « muchachos »

Les cinq années de lutte révolutionnaire qui aboutissent au renversement de Somoza partent de cette situation.

En 1974, Somoza arrache frauduleusement sa réélection. Une partie de la bourgeoisie d'opposition, sous l'impulsion du propriétaire du quotidien *La Prensa*, Joaquim Chamorro, boycotte ces élections et forme en décembre de la

même année l'Union démocratique de libération (Udel). Parallèlement, le 27 décembre, le Front sandiniste réussit une spectaculaire prise d'otages. De nombreuses personnalités et des dignitaires du régime sont échangés contre des prisonniers politiques. Ce parallélisme résume avant l'heure la course de vitesse qui va s'engager quatre ans plus tard entre la révolution sandiniste et les tentatives réformatrices de la bourgeoisie d'opposition.

En 1975 et 1976, la répression est féroce. En réponse au coup d'éclat sandiniste, Somoza a proclamé la loi martiale. Il se dote de moyens exceptionnels pour écraser le mouvement révolutionnaire. De nombreux militants et dirigeants, dont Carlos Fonseca Amador lui-même, sont tués. Les difficultés extrêmes de la situation provoquent dissensions et divisions dans le Front sandiniste, qui se scinde en trois tendances : la « GPP » (guerre populaire prolongée), la « prolétarienne » et la « tercériste », ainsi dénommée parce qu'elle était la troisième.

En 1977, Somoza croit être venu à bout de la guérilla. Il lève l'état de siège et propose l'ouverture de négociations. C'est aussi une façon de s'adapter à la politique Carter sur les droits de l'homme. Mais dès le mois d'octobre, les sandinistes reprennent l'initiative d'actions militaires urbaines, notamment à Masaya et à San Carlos.

En novembre, douze personnalités indépendantes, connues comme « groupe des 12 », lancent un appel à une solution nationale intégrant l'aile tercériste des sandinistes ^{2/}.

En janvier 1978, l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro marque un tournant de la situation. Le patronat réplique par une grève générale, le « paro patronal », du 24 janvier au 6 février. Pendant cette grève, les forces sandinistes attaquent les garnisons Rivas et Grenade. En février, le quartier indigène de Mo-

nimbo, près de Masaya, se soulève presque spontanément.

Au fur et à mesure que les masses opprimées entrent en scène et que les forces révolutionnaires gagnent du terrain, la bourgeoisie d'opposition va rechercher davantage la conciliation et le compromis avec la dictature.

En juillet, les « 12 » rentrent au pays. Un front large d'opposition (FAO) est constitué entre l'Udel, le Mouvement démocratique national (MDN, formation libérale d'Alfonso Robelo), le PSN (parti communiste traditionnel) et l'aile tercériste. Parallèlement se forme également le Mouvement populaire unifié (MPU) qui regroupe les organisations populaires de masse : syndicats, mouvement étudiant, mouvement des femmes, comités...

En août, le FAO lance un nouvel appel à la grève générale et, toujours parallèlement, sous la direction d'Eden Pastora (« commandant zéro »), un détachement sandiniste occupe le Palais national et obtient la libération de nombreux prisonniers politiques. En septembre, le FSLN appelle à l'insurrection. Plusieurs villes se soulèvent simultanément, mais les troupes de choc de la Garde nationale écrasent les foyers insurrectionnels les uns après les autres. La répression est terrible et fait environ 10 000 victimes.

Somoza pense alors avoir infligé une défaite durable aux forces révolutionnaires et pouvoir ouvrir des négociations avec la bourgeoisie d'opposition regroupée dans le FAO. L'Organisation des États américains, avec l'appui de l'impérialisme américain, envoie une commission de médiation pour jouer les intermédiaires. En novembre, le Groupe des 12 et l'aile tercériste dénoncent ces manœuvres et se retirent du FAO.

Cette rupture élimine en pratique l'un des principaux motifs de division entre les forces

sandinistes : le type d'alliance avec la bourgeoisie. Un rapprochement est aussitôt amorcé qui aboutira en janvier 1979 à la formation d'une direction unifiée et en mars à la fusion des trois tendances.

Entre-temps, en février 1979, voit le jour le Front patriotique national (FPN). À la différence du FAO, l'Udel n'en fait plus partie. Le passage du FAO au FPN traduit une modification des rapports de forces, un déplacement du centre de gravité de la lutte de la bourgeoisie d'opposition vers les masses prolétariennes et populaires, une hégémonie croissante du Front sandiniste dans la direction de la lutte.

En avril, la dévaluation de 42 % du cordoba illustre la gravité de la crise économique et aggrave la situation sociale, y compris pour les couches petites-bourgeoises. Dès mai, c'est l'amorce de l'offensive finale. Le 4 juin, le Front appelle à la grève générale. Le 10 juin, le peuple de Managua se soulève. Le 16 juin, le gouvernement provisoire de reconstruction nationale est formé. Le 17 juillet, Somoza s'enfuit. Urcuyo, nommé par lui pour assurer la transition, demande aux insurgés de rendre les armes et prétend rester en place jusqu'en 1981. Un ultime élan le chasse aussi et précipite l'effondrement de ce qui reste de la Garde nationale.

Le 19 juillet, le gouvernement de reconstruction nationale s'installe à Managua.

Révolution et dualité de pouvoir

Une révolution, c'est le passage du pouvoir des mains d'une classe sociale aux mains d'une autre classe ; non pas la transformation progressive de la vieille machine d'État, mais sa destruction et son remplacement par une nouvelle, qui exprime les intérêts de classe des opprimés et des exploités. C'est en un mot l'épreuve de force entre ces deux pouvoirs antagoniques.

Troski consacre un chapitre de son *Histoire de la révolution russe* à la situation de dualité de pouvoir, qui appelle un dénouement, une défaite ou une victoire : « Le phénomène du double pouvoir, insuffisamment évalué jusqu'à présent, est-il en contradiction avec la théorie marxiste de l'État, qui considère le gouvernement comme le comité exécutif de la classe dominante ? Autant dire : l'oscillation des cours sous l'influence de la demande et de l'offre contredit-elle la théorie de la valeur basée sur le travail ? Le dévouement de la femelle qui défend son petit réfute-t-il la théorie de la lutte pour l'existence ? Non, dans ces phénomènes nous trouvons seulement une combinaison plus complexe des mêmes lois. Si l'État est l'organisation d'une suprématie de classe et si la résolution est le remplacement de la classe dominante, le passage du pouvoir des mains de l'une aux mains de l'autre doit nécessairement créer des antagonismes dans la situation de l'État, avant tout sous forme d'un dualisme de pouvoir. Le rapport de forces de classes n'est pas une grandeur mathématique qui se prête à un calcul *a priori* ; lorsque le vieux régime a perdu son équilibre un nouveau rapport de forces ne peut s'établir qu'en résultat de leur vérification réciproque dans la lutte. Et c'est la révolution. »

Il souligne en outre que la dualité de pouvoir ne signifie pas le partage à égalité du pouvoir : « La dualité de pouvoir non seulement ne suppose pas, mais généralement exclut, le partage de l'autorité à parties égales et, en somme, tout équilibre formel des autorités. C'est un fait non constitutionnel mais révolutionnaire. Il prouve que la rupture de l'équilibre social a déjà démolie la superstructure de l'État. La dualité de pouvoir se manifeste là où les classes ennemies s'appuient déjà sur des organisations d'État foncièrement incompatibles. »

bles – l'une périmée, l'autre se formant – qui, à chaque pas, se repoussent entre elles dans le domaine de direction du pays. La part du pouvoir obtenue dans ces conditions par chacune des classes en lutte est déterminée par le rapport des forces et par les phases de la bataille.»

Ces leçons tirées de la Révolution russe sont décisives pour comprendre le processus de la révolution nicaraguayenne. Elles affirment en même temps la discontinuité, la rupture entre deux pouvoirs de classe, et le fait que cette rupture ne peut s'opérer du jour au lendemain selon des lignes pures ; il existe une période où ces pouvoirs se chevauchent et s'enchevêtrent partiellement, jusque dans les institutions.

Dans l'histoire des révolutions, la dualité de pouvoir a pris deux formes principales. D'une part, la forme soviétique de la Révolution russe : la formation, face à l'appareil d'État bourgeois, d'un système de soviets ou de conseils, qui concentrent le pouvoir naissant du prolétariat. D'autre part, une forme territoriale, la formation dans des zones libérées d'un embryon d'appareil d'état nouveau, avec son administration et son armée, comme en Yougoslavie ou en Chine. Il y a enfin des cas combinés, plus complexes comme au Vietnam, à Cuba, et plus encore au Nicaragua. Les formes de la dualité de pouvoir ne sont pas le produit du hasard, mais de circonstances historiques concrètes.

En Chine, la forme territoriale est liée à la présence d'une armée d'occupation et au poids de la paysannerie pauvre dans les forces socia-

3/ C'est ce qui ressort notamment des nombreux témoignages recueillis par Francis Pisani, journaliste français du journal *Le Monde*, qui a accompagné l'offensive sandiniste à partir de la frontière hondurienne jusqu'au renversement de Somoza. Ces témoignages sont publiés en français dans un livre intitulé *Muchachos : journal d'un témoin de la révolution sandiniste*.

4/ Texte publié in *Muchachos*, p. 81.

les de la révolution. Dans les pays capitalistes développés, avec un prolétariat urbain fortement concentré, la dynamique qui domine est celle de la formation de conseils dans une perspective insurrectionnelle.

Ces questions stratégiques sont au centre des débats d'orientation qui ont traversé le front sandiniste au cours des dix dernières années.

Évolution stratégique du FSLN

Se réclamant à l'origine de l'héritage de Sandino, le Front sandiniste peut apparaître comme une organisation anti-impérialiste ou nationaliste petite-bourgeoise. Pourtant, son profil est beaucoup plus précis et dessiné. Il ne s'agit pas d'une organisation anti-impérialiste comparable à ce que fut le FLN algérien ou à ce que sont de nombreux mouvements de libération africains.

Par sa référence à la révolution cubaine, le Front sandiniste est relié à un courant du mouvement ouvrier international. Sa contribution à la conférence de l'Olas en 1967 fut l'une des plus radicales. L'interprétation même de l'héritage sandiniste met l'accent sur le contenu de classe de la lutte anti-impérialiste : « seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout », disait le général des hommes libres.

Les témoignages et reportages dans les rangs du Front sandiniste à la veille du renversement de Somoza montrent que non seulement la direction centrale mais encore une majorité des cadres intermédiaires du Front se réclamaient ouvertement du marxisme et du socialisme, avec une clarté et dans une proportion sans comparaison avec le Mouvement du 26 juillet en 1958 à Cuba ^{3/}.

Les divisions se sont produites dans le Front en 1974 et ont abouti à la division en 1975 sous les coups de la répression. Elles portaient sur le bilan des actions armées telles que la

prise d'otages de décembre 1974 (qui servit à Somoza de prétexte pour proclamer l'État de siège) et sur la faible participation aux luttes ouvrières de 1973-1974 (qui permirent au PSN de renforcer son implantation syndicale). En octobre 1977, Somoza lève l'État de siège, mais aussitôt la tendance « tercériste » entreprend de nouvelles initiatives armées à Masaya et San Carlos. C'est à partir de ce soulèvement d'octobre 1977 que les divisions dans le Front seront les plus profondes, d'après le témoignage du commandante Joaquim Cuadra ^{4/}. Mais elles remontent selon lui à 1974 : « Le premier d'entre nous à avoir parlé de stratégie insurrectionnelle est le fondateur du FSLN, Carlos Fonseca Amador. Des discussions sérieuses ont lieu dès décembre 1974 à La Havane au sein du commando qui venait de réaliser l'opération contre la maison de Chema Castillo. Deux conceptions s'affrontaient nettement. Les uns voulaient continuer à accumuler des forces et à constituer une armée guérillera dans les montagnes du Nord, suivant l'idée générale de la guerre populaire prolongée. Les autres, principalement autour de Carlos Fonseca, Humberto Ortega et Jaime Weelock, voulaient passer à l'offensive et se rapprocher des zones habitées. Pour maintenir la cohésion, on adopta une ligne bâtarde qui disait que « dans la lutte pour le socialisme », il était correct de retenir le concept de guerre populaire prolongée, mais que, dans la lutte contre la dictature, il était permis de parler de processus insurrectionnel. »

Ce compromis est pour le moins paradoxal. En effet, l'idée de la guerre populaire prolongée était partagée par de nombreuses organisations politico-militaires au début des années soixante-dix, y compris dans des pays comptant une forte classe ouvrière industrielle, comme l'Argentine ou le Chili. Elle découlait

d'un raisonnement logique mais formel : en cas de victoire contre la dictature, l'impérialisme interviendra pour empêcher la marche au socialisme, il faut commencer dès aujourd'hui la guerre prolongée contre l'ennemi de demain...

Le problème, c'est que la préparation des batailles du lendemain n'est pas nécessairement la meilleure façon de gagner celles du jour même. Dans le débat de 1974, les futures « prolétariens » et « tercéristes » (Ortega et Wheelock), alors unis sur la perspective insurrectionnelle, la justifient au nom d'une première étape anti-dictatoriale de la lutte. Mais le rapprochement du combat des zones urbaines et habitées implique un appui croissant sur les couches prolétariennes, dont les aspirations anti-dictatoriales et anticapitalistes sont difficilement séparables. En fait, la stratégie insurrectionnaliste renforce la dynamique de révolution permanente.

La tendance GPP défendait une position classique : partir de l'implantation de noyaux de guérilla dans les montagnes pour accumuler des forces et passer progressivement à la guerre de mouvement, puis de position, pour aboutir à une victoire militaire totale. Elle considérait comme des aventures les initiatives insurrectionnelles hâtives, coûteuses en vies humaines. Les GPP avaient la réputation de compter dans leurs rangs davantage de marxistes convaincus que les tercéristes, qu'ils soupçonnaient d'entretenir des liens étroits avec certains secteurs de la bourgeoisie. Un militant de cette tendance, interrogé par Pisani sur l'unification sandiniste à la veille de la victoire, répond qu'il la voit comme une alliance tactique et momentanée, parce que « la bourgeoisie, on la trouve déjà chez les « tercés », alors... ».

5/ *Muchachos*, p. 183.

6/ *Muchachos*, p. 73.

La tendance prolétarienne présentait une orientation liant explicitement la lutte contre la dictature et la lutte pour le socialisme. Elle tirait des conclusions concrètes de sa perspective insurrectionnaliste, notamment l'importance de construire des organisations de masse (syndicales, étudiantes, féminines) dans les villes. Wheelock est très clair sur la critique fondamentale à la ligne GPP. Il admet que la révolution nicaraguayenne a revêtu un aspect de lutte de libération nationale : « Nous n'avons pas connu, au Nicaragua, une lutte de classe sanglante comme celle du Salvador par exemple. Il n'y a pas eu de guerre civile. Ici, tout le monde a lutté contre la dictature, même si celle-ci affectait particulièrement les ouvriers et les paysans. Le contenu de la lutte politique ressemblait à celui d'une guerre de libération nationale, dans le sens où nous étions dominés par la Garde nationale qui, créée par les États-Unis lors de leur intervention directe, continuait à se comporter comme une véritable armée d'occupation ^{5/}. »

Il y a, comme le dit Wheelock, une « ressemblance ». Mais pas une équivalence. La Garde nationale se comportait comme une armée d'occupation. Mais elle n'était pas une armée étrangère. Le résultat n'est pas le même. C'est ce que comprend parfaitement Wheelock du point de vue des tâches pratiques : « On disait à l'époque (1975-1976) que l'ennemi principal était l'impérialisme, que la lutte allait être longue et que donc il fallait s'établir dans les coins les plus retirés de la montagne pour entreprendre la guerre depuis là-bas. C'est correct dans un processus de libération nationale avec intervention étrangère, quand on doit faire face à une puissance gigantesque venue de l'extérieur avec un potentiel historique puissant mais un pouvoir réduit de forces alliées. Dans ce cas-là, le terrain géogra-

phique doit être effectivement la montagne et la méthode doit être la guerre de guérilla. Mais qui allait nous suivre dans les montagnes ? Personne. Pour que le peuple lutte contre l'impérialisme, il doit voir les gringos dans le pays en train de faire le coup de feu [...]. Le repli dans les montagnes avait en outre l'inconvénient de nous éloigner des travailleurs et de laisser en suspens une série de tâches d'importance extrême, telles que l'organisation des ouvriers sur les lieux de travail, l'organisation des paysans là où ils se trouvent. Parce que dans les zones du Nord, où nous avons établi des campements, il y a très peu de paysans. Nous en étions presque arrivés à former une réalité militaire contraire au processus révolutionnaire. On ne parlait pas de la dictature. On disait : l'impérialisme est l'ennemi immédiat. Une réalité lointaine en quelque sorte. Or, il fallait montrer l'ennemi concret et pas l'ennemi en général, l'impérialisme en général. Nous étions capables de parler aux militants des finalités de la lutte mais pas de trouver les consignes du moment. Nous n'apportions pas de réponse aux tâches à effectuer sur le champ : organiser les travailleurs, leur faire prendre conscience, les armer, organiser la logistique, accumuler des forces. Alors, nous sommes descendus dans les villes et nous avons réuni toutes les classes sociales dans la grève, car nous avons toujours été partisans de faire converger les trois formes de la lutte qui se combinent magistralement dans l'offensive finale : la grève, le soulèvement des villes et la lutte armée, guérillera ou régulière. Trois formes de lutte historiques et non inventées par nous. On ne résout pas les problèmes d'une révolution en disant « soyons tous guérilleros ». C'est contre cela que nous nous sommes élevés ^{6/}. » Ce qui peut paraître aujourd'hui une évidence n'était pas exactement une

banalité dans les mouvements révolutionnaires armés du début des années soixante-dix, où le fusil était devenu la ligne de partage absolue entre réforme et révolution, avant de découvrir qu'il pouvait exister un réformisme armé et que le fusil ne vaut que par les forces sociales qui s'en saisissent.

En même temps, on comprend à travers le discours de Wheelock ce qui pouvait éveiller la méfiance des GPP. Il parle de réunir dans la grève et l'insurrection toutes les classes sociales opposées à la dictature. Mais en pratique ces formes de lutte sont par excellence celles des couches prolétarisées. Tout le cours de la lutte, de la grève patronale de janvier 1978 à l'offensive finale de juin 1979, va le vérifier au profit de l'hégémonie croissante du Front sandiniste.

La tendance «terceriste» est apparue avec les mouvements insurrectionnels d'octobre 1977. Jusque-là, il y avait les GPP et les «prolés». C'est pourquoi on les a appelés les «troisièmes».

Leur démarche part d'une critique de l'orientation de la GPP, considérée comme une tactique stérile «d'accumulation passive» de forces : «J'appelle politique d'accumulation passive de forces, la politique qui consiste à ne pas intervenir dans les conjonctures, à accumuler des forces à froid. Cette passivité se manifestait au niveau de la politique des alliances. Il y avait aussi de la passivité dans le fait que nous pensions qu'on pouvait accumuler des armes, s'organiser, réunir les ressources humaines sans combattre l'ennemi à froid, sans faire participer les masses, et ce n'est pas que nous ne voulions pas le faire ; nous

7/ Interview d'Humberto Ortega avec Marta Harnecker publié dans *Granma*, édition française du 27 janvier 1980.

8/ *Ibid.*

9/ Discussion avec Marta Harnecker.

pensions seulement que si nous sortions trop les griffes, cela nous vaudrait d'être attaqués et écrasés 7/.»

Dans la même interview avec Martha Harnecker, Humberto Ortega précise que le débat stratégique s'est développé à la suite du coup d'État chilien et tournait autour de deux propositions : la guerre de guérilla dont l'axe serait la montagne ou la lutte armée dont l'axe serait les masses. «En vérité, on a toujours pensé aux masses, mais on voyait en elles un appui à la guérilla qui devait permettre d'asséner des coups à la Garde nationale. La réalité a été tout autre, c'est la guérilla qui a servi d'appui aux masses pour que celles-ci, au moyen de l'insurrection, écrasent l'ennemi. C'était pourtant l'idée que nous avions tous. La pratique nous a fait changer d'avis. Nous avons compris que pour vaincre, nous devions non seulement faire passer à l'action nos contingents de guérilleros, mais aussi faire en sorte que les masses participent activement à la lutte armée, car le mouvement armé d'avant-garde n'allait jamais réunir assez d'armes pour écraser l'ennemi.» D'où la conclusion : «Notre stratégie insurrectionnelle a toujours gravité autour des masses, autour d'un plan militaire. Ceci doit être clair 8/.»

L'autre aspect de l'orientation «terceriste», c'est son ouverture à la possibilité d'alliances avec la bourgeoisie, soulignée par Ortega lui-même comme le corollaire de l'offensive militaire : «Le FSLN a seulement changé de modalité de lutte à partir d'octobre 1977, passant d'un style défensif à un style offensif dans le domaine militaire. Il s'est lancé parallèlement et pour la première fois dans des alliances politiques tactiques, ce qui à l'époque était audacieux.»

Cette «audace» fut d'ailleurs l'un des points de divergence avec les «prolés» et les «GPP»

jusqu'à la rupture du FAO, en octobre 1978.

Dans sa formulation, la ligne terceriste apparaît donc fortement marquée de volontarisme et d'avant-gardisme militaire. Elle part de l'idée que la conquête de l'initiative militaire crée un rapport de force permettant sans grand risque des alliances larges avec la bourgeoisie d'opposition sur le terrain politique. Sa faiblesse, c'est qu'elle s'accommode mal de l'initiative propre des masses susceptibles de contrarier aussi bien ses plans militaires que les alliances avec la bourgeoisie.

C'est pourquoi, l'une des différences essentielles entre les terceristes et les «prolés» porte sur leur conception du mouvement de masse. Alors que les «prolés» voient dans l'organisation du mouvement populaire la base même du projet insurrectionnel, les «terceristes» développent une position substitutiste qui risque toujours de dériver vers des pratiques manipulatoires ou paternalistes. Ortega le reconnaît d'ailleurs crûment, à propos des actions militaires d'octobre 1977 qui ont bouleversé le scénario électoral prévu par Somoza : «Quelques secteurs de la gauche qui se consacraient au travail syndical ont dit que ces actions allaient bouleverser l'organisation et le regroupement du mouvement des masses, mais il n'en a pas été ainsi. Il est certain que la répression allait frapper l'organisation visible, légale des masses, mais elle n'allait pas détruire l'organisation dans sa dimension réellement révolutionnaire. Accepter ce point de vue, c'était tomber dans le piège de l'impérialisme qui consistait à offrir une ouverture démocratique bourgeoise à laquelle le mouvement syndical devait participer. Pour nous, il était préférable que ce mouvement syndical castré ne voie pas le jour 9/.» L'initiative militaire a donc pour but explicite de faire échouer l'ouverture.

Le cours concret du processus révolution-

naire dans sa phase finale a surmonté les divergences passées et remanié les positions préétablies. Lors de la grève patronale de janvier 1978, les tercéristes répondent comme à l'accoutumée en prenant l'initiative parallèle d'actions armées sur les villes de Rivas et de Grenade. Mais le soulèvement spontané du quartier indigène de Monimbo en février marque un tournant de la situation. Il annonce l'entrée en scène des masses elles-mêmes. C'est leur radicalisation qui effraie la bourgeoisie d'opposition et la repousse de plus en plus du côté des solutions de compromis avec l'impérialisme et la dictature.

Humberto Ortega reconnaît lui-même que l'insurrection de septembre 1978 fut déclenchée sous la pression du mouvement de masse : « En fait, nous ne pouvions pas dire non à l'insurrection. Le mouvement des masses a pris une telle ampleur que l'avant-garde était incapable de le diriger. Nous ne pouvions pas nous opposer à ce mouvement des masses, à ce fleuve ; tout ce que nous pouvions faire, c'était prendre la tête pour le conduire à peu près et lui donner une direction ^{10/}. »

Cette insurrection de septembre coûta plusieurs milliers de morts. Somoza crut avoir remporté une victoire décisive. Il s'agissait plutôt, en quelque sorte, de « journées de juillet » de la révolution nicaraguayenne et d'une répétition générale dont les leçons politiques et militaires furent tirées pour la préparation de l'offensive finale de juin 1979. À la question « pourquoi avez-vous lancé l'appel à l'insurrection finale en mai », Ortega répond : « Parce qu'il se présentait toute une série de conditions objectives toujours plus favorables : la crise économique, la dévaluation du cordoba,

la crise politique. Et parce qu'après les événements de septembre, nous avons compris qu'il était nécessaire de conjuguer en même temps et dans un même espace stratégique le soulèvement des masses au niveau national, l'offensive des forces militaires du Front et la grève nationale dans laquelle était engagé ou qu'approuvait de fait le patronat. Si nous n'avions pas conjugué ces trois facteurs stratégiques en un même temps et dans un même espace, la victoire n'aurait pas été possible. On avait déjà appelé plusieurs fois à la grève nationale, mais sans la conjuguer avec l'offensive des masses. Les masses s'étaient déjà soulevées, mais sans que cela soit conjugué avec la grève, et alors la capacité militaire de l'avant-garde était trop faible. L'avant-garde avait déjà porté des coups à l'ennemi, mais sans que les deux autres facteurs soient présents. C'est en septembre que l'on est parvenu à conjuguer ces trois facteurs dans une certaine mesure mais pas complètement parce que nous ne contrôlions pas encore totalement le processus. C'est après septembre que nous avons exposé clairement dans une circulaire interne que si nous ne parvenions pas à conjuguer ces trois facteurs, il n'y aurait pas de triomphe ^{11/}. »

L'axe stratégique, c'était la grève insurrectionnelle, bien exprimé par l'apparition d'un nouveau dicton populaire dans les derniers mois de lutte : « La grève sent la violence et la poudre. » En clair : la grève annonce l'insurrection.

Du renversement de la dictature à la révolution socialiste

Pour la majorité des dirigeants sandinistes, il ne fait aucun doute que la lutte ne s'arrête pas au renversement de la dictature. Il s'agit d'une lutte pour le socialisme. Toute leur éducation à la lumière de la révolution cubaine et des thèses de la conférence de l'Olas va dans

ce sens : « ou révolution socialiste ou caricature de révolution ». L'interprétation de la fameuse phrase de Sandino sur le rôle des ouvriers et des paysans le confirme aussi.

Historiquement, le prolétariat industriel est la force motrice de la lutte pour le socialisme. Mais il ne faut pas oublier les particularités du Nicaragua de Somoza. La classe ouvrière n'y représente que 10 % de la population active, et parmi eux 10 % seulement (soit 1 % de la population active) sont syndicalement organisés à la veille du renversement de Somoza.

Les premiers objectifs de la lutte sont donc les libertés démocratiques et la question agraire. La révolution doit se transformer en révolution socialiste, mais elle commence comme une révolution démocratique et anti-impérialiste.

Dans ce cadre, les dirigeants sandinistes n'ont jamais caché qu'ils concevaient l'alliance avec la bourgeoisie d'opposition comme tactique et limitée dans le temps. Ainsi, Wheelock met-il clairement en garde contre les buts véritables des alliés bourgeois. Il les accuse d'avoir cherché à « pactiser avec le pouvoir », puis « d'avoir essayé de trahir après l'échec de l'insurrection de septembre à l'occasion de toutes les manœuvres qui ont eu lieu autour de la médiation ». Plus directement encore, il les accuse d'avoir essayé de monter leur propre guérilla avec l'aide du Venezuela et du Pérou : mais « ils n'avaient pas les moyens de mettre les masses en mouvement pour la guerre. Ils interdisaient les lectures révolutionnaires à leurs combattants. Ils étaient incapables de faire une révolution comme celle que nous sommes en train de mener à bien. Historiquement, ils étaient déjà liquidés comme avant-garde. Il est faux de dire qu'ils ont toujours été à nos côtés. On peut même

^{10/} *Ibid.*

^{11/} *Ibid.*

dire que certains secteurs en tout cas ont lutté jusqu'au bout pour que l'alternative que nous représentions ne l'emporte pas. Trois jours avant que nous prenions le pouvoir, il y avait encore au Venezuela trois ou quatre messieurs qui cherchaient à amortir le triomphe et à essayer de mettre au point des manœuvres pour escamoter la victoire ^{12/}».

De même, pour Humberto Ortega, l'hégémonie sandiniste est la question clef. Les alliances y sont subordonnées. Plus que d'alliances, il s'agit, dit-il, de « manœuvres intelligentes » : « Nous ne sommes parvenus à aucune alliance avec personne. Utiliser ce concept serait céder à la facilité du cliché. J'illustrerai mon propos en prenant le problème au niveau international. Un pays dont le processus est sérieusement consolidé, comme Cuba par exemple, doit pourtant tenir compte du rapport de forces extérieur pour se développer. Il doit maintenir ses relations avec le Mexique et les étendre avec l'Amérique latine et les pays non socialistes. Il en est de même pour des pays plus puissants. Il en est de même pour tout le monde. Nous avons seulement mené une politique permettant de nous développer. Pour y parvenir nous avons établi des alliances de fait. Notre problème était de renverser le somozisme pour prendre le pouvoir et, de là, faire la révolution ^{13/}».

Le renversement n'est pas l'aboutissement, mais le point de départ de la révolution sociale. Avec la chute du tyran, la dualité de pouvoir se transforme, elle n'est pas surmontée. Il y avait auparavant dualité de pouvoir entre la dictature et la Garde nationale, d'un côté, le mouvement révolutionnaire, de l'autre. Après le 19 juillet, la dualité de pouvoir prend un sens de classe plus précis, entre la bourgeoisie

appuyée sur la propriété privée (70 % du secteur agricole et 80 % du secteur industriel) et la révolution prolétarienne derrière son avant-garde sandiniste.

À l'approche de la victoire, les sandinistes avaient conclu un accord avec la bourgeoisie d'opposition, lui donnant des garanties sur l'organisation du futur pouvoir politique, autour de trois questions fondamentales :

- ▶ la création d'une junte de reconstruction nationale de cinq membres : deux sandinistes (Daniel Ortega et Moises Hassan), deux bourgeois (Robelo et Violetta Chamorro) et Sergio Ramirez pour le groupe des douze ;
- ▶ la fusion de l'armée populaire sandiniste et des restes de la Garde nationale ;
- ▶ la constitution d'un conseil d'état dans lequel les organisations bourgeoises auraient la majorité. Qu'il se soit agi initialement d'un compromis sincère ou « d'une manœuvre intelligente », pour parler comme Humberto Ortega, le fait est que les rapports de forces réels ont balayé l'accord en quelques jours.

Tout d'abord, il s'est révélé que le Front sandiniste s'était assuré une majorité dans la junte avec la présence de Sergio Ramirez qui n'était pas un simple arbitre entre le Front et la bourgeoisie.

Ensuite, la fausse manœuvre d'Urcuyo, s'accrochant au pouvoir le 18 juillet, a précipité la radicalisation des masses et la désagrégation finale de la Garde nationale. Elle répète presque point pour point la tentative du général Cantillo le 1^{er} janvier 1959 à Cuba. Cette tentative pour voler la victoire par un coup militaire de dernière minute provoqua une grève ouvrière nationale de près d'une semaine, qui joua un rôle décisif. Lorsqu'il a fait sa tentative, Cantillo disposait encore d'une armée presque intacte, de la police, de la presse traditionnelle, de multiples appuis politiques. La

grève a fait basculer le rapport de forces. La poussée finale contre Urcuyo n'a plus laissé de place à une fusion entre l'EPS et la Garde nationale.

Enfin, le Front sandiniste a pris lui-même l'initiative de modifier la composition du Conseil d'État en faveur d'une majorité aux organisations de masse sous son influence. Cette décision a provoqué la démission de Robelo et de Chamorro de la junte en mars 1980, et leur remplacement par Cruz et Cordoba choisis et désignés par la direction sandiniste, ce qui ne laisse aucun doute sur la source du pouvoir effectif.

De fait, la politique sandiniste après le renversement de Somoza prolonge l'orientation antérieure. Elle consiste à s'assurer le contrôle du pouvoir politique et militaire et à passer des alliances avec la bourgeoisie sur le plan économique. À chaque épreuve de force avec la bourgeoisie, le Front sandiniste s'est montré intransigeant sur le plan politique : création des milices début 1980, composition du Conseil d'État, refus des élections réclamées par Robelo et le MDN en août 1980. À condition d'avoir le pouvoir solidement en main, les sandinistes considèrent possible de faire à la bourgeoisie des concessions sur le terrain économique et de se montrer souples sur le rythme du processus révolutionnaire.

C'est explicitement l'idée exprimée par Daniel Ortega : « Nous nous sommes définis très clairement. Quelle est notre préoccupation fondamentale ? Ce sont les travailleurs nicaraguayens, les ouvriers et les paysans. Je crois qu'il ne peut y avoir de définition plus claire que celle-là. Nous voulons que les travailleurs nicaraguayens parviennent à une situation de dépassement économique, de conquête révolutionnaire. Nous ne pensons pas qu'il soit possible de l'obtenir en brûlant

^{12/} *Muchachos*, p. 224.

^{13/} *Ibid.*, p. 145.

les étapes. Quand on brûle une étape, on court le risque que les gens ne comprennent pas. Mais je pense qu'en ce moment, le peuple comprend tout cela. Aussi bien les travailleurs que le secteur privé. Une avant-garde unie et armée qui compte avec l'appui du peuple est sûre de parvenir à ses objectifs au moment qu'elle considérera opportun. Elle n'a pas besoin de se précipiter. Elle n'a pas de raison de désespérer ^{14/}»

Sur cette démarche, Wheelock explique : « Nous avons détruit la Garde nationale de façon si complète que la question du pouvoir est résolue. Mais bien que nous ayons modéré notre ligne politique, nous n'avons pas eu à faire un seul mensonge au moment de signer le programme minimum et nous l'assumons parfaitement [...]. Nous voulons le rétablissement des libertés, nous voulons d'abord vivre une étape de démocratie politique au sens large. Nous n'avons donc aucune raison dans la phase actuelle de ne pas respecter nos engagements formels avec les secteurs démocratiques de la bourgeoisie ^{15/}»

Nous sommes ici au cœur du débat. Wheelock et Ortega se montrent préoccupés de tenir compte des rapports de forces nationaux et internationaux, de ne pas sauter par-dessus le niveau de conscience réel des masses. Tout cela est parfaitement légitime, et aucune loi ne prescrit par avance ce que doit être le rythme des expropriations pour aller vers la socialisation de l'économie. Les bolcheviques eux-mêmes ont été amenés à aller plus vite qu'ils ne l'avaient initialement envisagé, du fait de la guerre civile.

Mais ce qui est illusoire, c'est de croire que la confiance des masses, conquise dans la lutte

contre la dictature, est un capital variable, acquis une fois pour toutes. Aussi longtemps que la bourgeoisie a réussi à préserver la base de son pouvoir économique, la propriété privée des moyens de production, elle ne renoncera pas à utiliser ses possibilités nationales et surtout ses énormes appuis internationaux pour saper l'autorité du pouvoir révolutionnaire et tenter de le diviser. Il est significatif que Robelo, au moment où il lançait les plus furieuses attaques contre le pouvoir sandiniste à propos du pluralisme, reprochait aux États-Unis de suspendre leurs subsides : ces apports financiers contribuent en effet à renforcer le secteur privé.

Il est donc normal de dire, surtout dans un pays appauvri à l'extrême et saigné par la guerre civile (40 000 morts et 100 000 infirmes), que tout n'est pas possible tout de suite. La révolution socialiste est l'aboutissement nécessaire pour consolider les conquêtes démocratiques et l'indépendance nationale. Mais aboutissement et point de départ ne sont pas confondus. On ne peut sauter par-dessus l'évolution de la conscience des masses. Ceux qui étaient prêts au sacrifice pour chasser Somoza pouvaient garder en même temps de nombreux préjugés, notamment religieux. L'expérience quotidienne de la lutte, la campagne d'alphabétisation comptent davantage pour avancer qu'un radicalisme verbal abstrait.

Mais, s'il ne faut pas brûler les étapes dans le développement de la conscience des masses, il faut ajouter aussitôt qu'il n'y a aucune muraille de Chine, aucune discontinuité entre les tâches démocratiques et le début des tâches socialistes de la révolution.

Du point de vue stratégique, c'est la question décisive.

Ainsi, la direction sandiniste a proclamé en 1981 « l'année de l'austérité ». Elle a demandé

aux travailleurs un effort de reconstruction nationale compréhensible et légitime au vu de l'immensité des destructions et de la pauvreté du pays.

Mais une chose est de demander des sacrifices aux travailleurs d'une révolution assiégée, quand ils sont convaincus d'avoir en main le pouvoir et qu'il n'y a pas d'autre solution, que c'est leur révolution qu'ils défendent par ces sacrifices. Autre chose est de leur demander les mêmes sacrifices quand ils peuvent constater que la bourgeoisie reste maîtresse de l'essentiel des moyens de production et continue à profiter de leurs efforts.

Ainsi, au Nicaragua, en 1980-1981, le secteur de propriété sociale (Area propiedad del Pueblo, APP) s'est développé lentement. C'est lui qui a le plus contribué à la tentative de réduire l'inflation, par un blocage des prix, qui a pratiquement empêché tout investissement et toute reproduction élargie du secteur d'État. Parallèlement, l'investissement privé a chuté brutalement pour des raisons politiques, malgré les prêts étrangers, tandis que se développaient la spéculation et le marché noir. Le recours au déficit budgétaire pour défendre la consommation et faire face à ce tarissement des investissements a alimenté l'inflation au-delà des objectifs fixés. Un fort transfert de profits s'est opéré du secteur public vers le secteur privé.

Dans ces conditions, la bataille de la production devient essentiellement une bataille pour améliorer la productivité du travail (avec institution de la journée volontaire, licenciement des employés en surnombre, etc.). Nombre de travailleurs peuvent alors se détacher du gouvernement, dans la mesure où ils ne contrôlent pas la finalité sociale de leurs efforts et constatent la survivance de la bourgeoisie. Des symptômes de désaffection ont été recon-

^{14/} *Ibid.*, p. 266.

^{15/} *Ibid.*, p. 240

nus y compris par des dirigeants sandinistes en 1981. Ces contradictions permettent en outre de donner un élément d'explication aux difficultés rencontrées par le FSLN pour développer sa présence et conquérir l'hégémonie sur le terrain syndical où la centrale sandiniste demeure minoritaire.

Dans un tel contexte se pose l'inévitable alternative : avancer pour consolider le processus révolutionnaire ou consolider les conquêtes pour approfondir ensuite la révolution.

Les arguments en faveur de la première option sont connus : la détérioration du contexte international après l'élection de Reagan ; la nécessité de rationaliser la gestion économique ; les besoins d'élargir l'alliance avec la bourgeoisie au niveau national pour faire face aux menaces d'intervention impérialiste. Globalement, cette démarche reviendrait à subordonner les objectifs sociaux de la révolution aux priorités de défense militaire. Mais ce qui peut être gagné du côté de la bourgeoisie risque d'être perdu du côté de la mobilisation et de l'enthousiasme des masses prolétariennes.

Les arguments pour privilégier un approfondissement de la révolution sont également connus ; le secteur étatisé est insuffisant pour jouer le rôle dominant dans l'économie et donner la primeur au plan par rapport au marché. Sans une intense mobilisation des masses, la politique économique risque d'être désarticulée par les manœuvres internes et externes de la bourgeoisie.

Dans un riche article analysant ces contradictions, Oscar-René Vargas considère qu'il serait erroné de voir les deux positions comme totalement contradictoires ^{16/}. Le problème selon lui n'est pas tant l'extension rapide du secteur éta-

tisé que le contrôle des excédents économiques, industriels et agricoles. Il suggère à cette fin des mesures techniques au niveau de l'organisation étatique, mais reconnaît qu'un contrôle effectif et efficace n'est concevable qu'appuyé sur la mobilisation et la vigilance organisée des travailleurs eux-mêmes, à tous les niveaux.

C'est vrai. Et la logique est implacable : l'encouragement à l'organisation autonome des travailleurs dans les entreprises et les plantations débouche inévitablement sur la contestation du pouvoir patronal, une sorte de dualité de pouvoir sur les lieux de productions, et à terme le conflit tranché par l'expropriation.

Avec la proclamation de la loi d'urgence de septembre 1981 et la proclamation de l'État d'exception en mars 1982, la direction sandiniste n'est pas allée dans ce sens. Elle a pris des mesures énergiques contre la bourgeoisie sur le plan politique tout en réaffirmant son attachement à l'économie mixte et ses propositions de compromis sur ce terrain au nom de l'unité nationale face aux menaces d'agression. En contrepartie, elle a également voulu se prévenir contre tout débordement ou initiative incontrôlée des travailleurs en suspendant le droit de grève.

Ce choix constitue un prolongement des tendances substitutistes déjà présentes dans certains secteurs sandinistes avant la prise du pouvoir. Il revient à demander aux masses une entière confiance et une délégation de pouvoir, au risque d'affaiblir à terme la base sociale du nouveau pouvoir.

Il est compréhensible, dans un pays dominé par l'impérialisme et avec un prolétariat urbain numériquement très réduit, que la conquête du pouvoir politique ne coïncide pas dans le temps avec la transformation des rapports sociaux de production, La première est le levier de la seconde. C'est le rôle transitoire

du gouvernement révolutionnaire. Il ne peut à terme que consolider sa position par l'approfondissement de la révolution sociale ou subir un recul et céder du terrain face à une contre-offensive bourgeoise. La bourgeoisie peut en effet être battue politiquement. Mais tant qu'elle conservera ses racines dans les rapports de production, elle pourra exploiter une conjoncture internationale favorable pour reprendre l'initiative.

L'équilibre instable ne peut se prolonger indéfiniment. Il est vrai que les sandinistes insistent sur le facteur temps, surtout en fonction de considérations internationales. Dès le renversement de Somoza, Tomas Borge était clair sur ce point : « Nous pensons que les accords passés sont justes et corrects et nous sommes prêts à les respecter maintenant et toujours. Il faut ajouter à cela que notre sérieux dans l'accomplissement des engagements pris avec nos alliés est important pour les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine soucieux d'élargir leur espace politique. Un non-respect de notre part leur rendrait la tâche plus difficile. Nos principes, nos nécessités internes et la vision des problèmes du continent, tout nous pousse à respecter ces alliances ^{17/}. » Il est vrai que la révolution nicaraguayenne s'inscrit d'emblée dans une direction régionale centraméricaine.

C'est ce qui permet de comprendre le souci des sandinistes de gagner du temps, de retarder certains choix radicaux qui pourraient rendre plus difficile la tâche de leurs voisins et camarades de combats salvadoriens et guatémaltèques. Mais l'approche des échéances décisives au Salvador et au Guatemala, quelle que soit leur issue, précipitera aussi la solution des contradictions sociales au Nicaragua.

En cas de victoire au Salvador, la radicalisation du processus révolutionnaire dans toute

^{16/} Cf. Vargas in *Coyoacan* n° 12.

^{17/} *Ibid.*

la région est inévitable, de même que l'escalade de l'agression impérialiste.

En cas de défaite des forces révolutionnaires au Salvador, l'impérialisme ne s'arrêtera pas

là. Il tentera tout pour renverser aussi le cours de la révolution nicaraguayenne. La défense même de la révolution imposera alors d'aller plus loin en fonction de la vieille sagesse de

toutes les révolutions : qui n'avance pas recule.
Perspectiva International n° 2, mai-juin 1982
Reprise partielle in *Inprecor* n° 155,
18 juillet 1983